



GLOBAL CENTRE FOR PLURALISM CENTRE MONDIAL DU PLURALISME

Diversité et démocratisation en Bolivie :

LES SOURCES D'INCLUSION DANS UNE SOCIÉTÉ AUTOCHTONE MAJORITAIRE

Mai 2017

Comme dans de nombreux autres pays de l'Amérique latine, le processus de démocratisation en Bolivie a été accompagné de réformes constitutionnelles qui soulignent la présence et les droits des peuples autochtones — une tendance qu'on appelle parfois le constitutionnalisme « multiculturel » ou « plurinational ». Ces réformes sont souvent éclairées par les normes internationales en matière de droits des peuples autochtones — telles que la Convention 169 de l'OIT ou la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones — auxquelles elles font explicitement référence. Mais la Bolivie diffère des autres pays de la région par le fait que ses peuples autochtones sont majoritaires au pays. Par conséquent, ces derniers peuvent, en principe, agir dans leurs intérêts dans le processus démocratique majoritaire.

Vraisemblablement, c'est ce que nous pouvons observer en Bolivie. Depuis son élection en 2005, le président tente « d'indigéniser l'État » en appliquant le principe de la majorité. Toutefois,

les droits des peuples autochtones demeurent un concept important de la politique bolivienne et de sa Constitution. Les Boliviens autochtones, même s'ils reconnaissent de plus en plus l'État-nation, demeurent engagés envers un cadre constitutionnel fondé sur le respect de la diversité « multiculturelle » ou « plurinationale ».

Dans de nombreux pays, les groupes dominants — incluant les régimes minoritaires — perçoivent la diversité et le pluralisme comme une menace à l'unité nationale, et les groupes non dominants — dont les majorités opprimées — défendent des conceptions pluralistes de l'État et de la citoyenneté. La Bolivie s'inscrit historiquement dans cette tendance : dans le passé, l'élite blanche/métisse de la Bolivie était porteuse d'idées assimilationnistes et tendait vers l'homogénéisation de l'identité nationale alors que les peuples autochtones proposaient des conceptions plus pluralistes. La persistance des engagements de la Bolivie envers le multiculturalisme/le plurinationalisme depuis 2005 suggère que le pluralisme est devenu

Témoigner du changement dans les sociétés diversifiées est une nouvelle série de publications du **Centre mondial du pluralisme**. Couvrant six régions du monde, chaque « cas de changement » examine une période durant laquelle un pays a modifié son approche envers la diversité, soit développant, soit en sapant les fondements de la citoyenneté inclusive. L'objectif de la série — laquelle présente également des aperçus thématiques d'éminents universitaires — est de favoriser la compréhension globale des sources d'inclusion et d'exclusion dans les sociétés diversifiées ainsi que des chemins vers le pluralisme.

un trait constitutif de sa politique et de son constitutionnalisme, mais dans quelle mesure?

En commandant le cas de changement sur la Bolivie, le Centre mondial du pluralisme cherchait à comprendre, premièrement, l'interaction entre le principe de la majorité et les droits des peuples autochtones, et deuxièmement, l'impact des changements drastiques des rapports de force sur le pluralisme en Bolivie. Le changement des rapports de force entre l'ancienne élite métisse/blanche et la majorité autochtone a-t-il aidé à établir un consensus autour du caractère inévitable d'une certaine conception de la citoyenneté pluraliste, ou a-t-il davantage polarisé les relations? Quelles sont les limites des engagements constitutionnels de la Bolivie envers le pluralisme et ses changements discursifs?

EXPOSÉ DES FAITS

La Bolivie compte 10 millions d'habitants, dont plus de la moitié parle une des 36 langues autochtones — plutôt que ou en plus de l'espagnol, la langue nationale. Malgré la croissance économique, des taux élevés de pauvreté et des inégalités économiques persistent. L'héritage du colonialisme a marqué l'histoire contemporaine par son exclusion institutionnalisée de la majorité largement autochtone et ouvrière selon des clivages ethniques, raciaux et linguistiques. Malgré la complexité des catégories d'identité et le caractère hétérogène de la classe moyenne, ce modèle a donné naissance à une distinction sociale et conceptuelle entre les Boliviens créoles, au teint plus pâle, et les Boliviens

moins prospères des zones urbaines et rurales d'origines autochtones. Le racisme institutionnel et routinier, l'antipathie de l'élite à l'égard des langues et des cultures autochtones, et un système politique d'incorporation fondamentalement instable — parfois, mais rarement démocratique — ont renforcé les inégalités économiques.

En commandant le cas de changement sur la Bolivie, le Centre mondial du pluralisme cherchait à comprendre, premièrement, l'interaction entre le principe de la majorité et les droits des peuples autochtones, et deuxièmement, l'impact des changements drastiques des rapports de force sur le pluralisme en Bolivie.

Après plusieurs siècles sous l'autorité espagnole, la Bolivie est entrée dans le vingtième siècle en tant que pays structuré autour de l'asservissement politique, en droit et en pratique, de la majorité autochtone. La Révolution de 1952, dirigée par le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), un parti de la classe moyenne réformiste, a élargi en partie la notion de citoyenneté. La réforme agraire, l'éducation publique et le droit de vote ont fait partie des plus importantes réformes — mettant fin, dans une certaine mesure, au système de travail forcé qui avait caractérisé le pays comme oligarchie exclusive, durant la plus grande partie de son existence.

Toutefois, les relations et les idiomes coloniaux ont persisté de manière plus subtile. Les peuples autochtones et ruraux ont continué d'être traités

comme des sujets distincts. Un nouveau discours nationaliste avançait l'idée du mestizaje, un processus de métissage fondé sur la suprématie blanche qui entraînerait graduellement l'assimilation raciale et culturelle des indigènes. Parallèlement, des partis politiques dirigés par des élites au teint pâle se plaçaient eux-mêmes à la barre d'une société caractérisée par la stratification raciale et économique, les autochtones et les paysans ruraux étant au bas de l'échelle. La guerre froide et une suite de dictatures militaires ont mis fin à cette première époque de changement.

En 1994, durant une période de réformes de libéralisation économique, les partis politiques de l'élite dirigeante ont répondu à la montée de la mobilisation sociale des peuples autochtones par des réformes constitutionnelles qui reconnaissent la réalité « pluriculturelle » du pays — jusque-là largement niée. Dans le cadre du plus vaste virage « multiculturel » ou « interculturel » de l'Amérique latine, la reconnaissance officielle de la différence a commencé à perturber les idiomes et les structures d'exclusion conventionnels. Dans les années 2000, la mobilisation de divers mouvements sociaux a approfondi ce virage transformateur et ouvert la voie à l'élection d'Evo Morales, un agriculteur autochtone activiste, qui est devenu, en 2005, le premier président d'origine autochtone. Quatre ans plus tard, le nouveau gouvernement Morales a adopté une toute nouvelle Constitution. Au-delà de la reconnaissance multiculturelle, la nouvelle Constitution a voulu décoloniser l'État et la société, et mettre fin à la subjugation de la majorité autochtone par le biais de déclarations des droits culturels, des droits des peuples autochtones et des droits sociaux et économiques, et par des

protections contre la discrimination. Toutefois, la Bolivie dépend depuis longtemps de l'extraction et de l'exportation des ressources naturelles — à la base de l'économie coloniale et de sa dépendance actuelle envers le gaz et les minéraux —, ce qui complique la réelle politique de gouvernance et crée des défis pour l'application de ces lois et politiques progressistes et inclusives. En réponse à cela, le parti de Morales — le Mouvement vers le socialisme, ou MAS — a adopté une approche nationaliste envers l'exploitation et l'exportation des ressources, entraînant un contrôle accru de l'État, une augmentation des revenus de l'État et une politique de redistribution qui accroît les avantages économiques.

Appuyé par la nouvelle Constitution plurinationale de la Bolivie, le gouvernement Morales a réalisé d'importants progrès — symboliques, juridiques et structurels — envers une forme d'État-nation plus inclusive... Néanmoins, les tendances contraires sont fortes.

Appuyé par la nouvelle Constitution plurinationale de la Bolivie, le gouvernement Morales a réalisé d'importants progrès — symboliques, juridiques et structurels — envers une forme d'État-nation plus inclusive. Ces progrès incluent des mesures de redistribution et d'autres initiatives de l'État pour remédier à la pauvreté, une loi contre le racisme ainsi que des mesures visant à intensifier l'éducation interculturelle et les droits linguistiques. Les manières de discuter en public de l'identité ont

commencé à changer, avec des critiques du racisme quotidien et institutionnel. Le boom économique, associé aux politiques de redistribution de l'État, est à la base de la nouvelle politique d'inclusion de la Bolivie.

Néanmoins, les tendances contraires sont fortes. La dépendance économique de la Bolivie envers l'extraction et l'exportation des matières premières rend le pays vulnérable aux ralentissements économiques. Dans les zones urbaines, la consommation augmente en flèche, tout comme les attentes, et ce, malgré la rareté des emplois officiels stables. Dans les zones rurales, la pauvreté liée aux terres persiste malgré les efforts des réformes agraires — attribuables en partie aux efforts du gouvernement pour apaiser l'élite agroindustrielle. Pour maintenir la croissance économique, le gouvernement continue avec acharnement l'extraction du gaz et des minéraux, une situation qui est parfois incompatible avec le langage officiel des droits des peuples autochtones lorsque ces droits entravent l'exploration et l'extraction des ressources.

En février 2016, un référendum sur une réforme constitutionnelle qui aurait permis à Evo Morales d'assumer un éventuel troisième mandat a échoué de justesse. Certains observateurs perçoivent cet échec comme une ouverture potentielle pour ceux qui s'opposent à la citoyenneté inclusive en Bolivie, mais ce pronostic pourrait sous-estimer la durabilité du changement qu'a réalisé la Bolivie dans la conscience publique, particulièrement en dehors de l'élite créole. Les changements juridiques et institutionnels abordés dans ce cas de changement sont non seulement un important obstacle au

renversement; ils servent de base à la poursuite d'un pluralisme encore plus robuste et égalitaire.

À TRAVERS L'OPTIQUE DU PLURALISME

Sources d'inclusion et d'exclusion

Le Centre mondial du pluralisme a demandé à chaque auteur de la série de Cas de changement de réfléchir aux sources d'inclusion et d'exclusion à travers l'Optique du pluralisme en se servant des « moteurs du pluralisme » élaborés par le Centre. Quelques faits saillants du cas de la Bolivie sont présentés ci-dessous.

Moteur 1 : Moyens de subsistance et bien-être

- Les politiques de redistribution, les investissements et les réformes structurelles axés sur les groupes peuvent accroître les avantages de la croissance d'une économie fondée sur l'extraction des ressources.
- La concentration de la propriété de ressources économiques clés perpétue les inégalités horizontales et empêche les réformes fondées sur les droits (p. ex., la réforme agraire) et peuvent outrepasser les revendications fondées sur les droits.
- La croissance économique augmente les attentes des consommateurs malgré la rareté des emplois officiels stables dans les villes et les régions rurales.

Moteur 2 : Droit, politique et reconnaissance

- Les réformes démocratiques soutenues par la mobilisation de la société civile peuvent remplacer les régimes minoritaires par un gouvernement plus représentatif.
- La reconnaissance de l'indigénité comme source d'identité nationale appuie une inclusion symbolique et réelle, et conteste les hiérarchies raciales.
- La reconnaissance des droits des peuples autochtones dans la loi (antiracisme, droits linguistiques, droits politiques) et dans l'éducation promeut une égalité et une inclusion réelles.
- Le racisme courant est résilient, tout comme les structures du pouvoir de l'élite (minoritaire).

Moteur 3 : Citoyens, société civile et identité

- La reconnaissance institutionnalisée de peuples auparavant subjugués habilite les citoyens et les mouvements de la société civile à contester les hiérarchies raciales et les discours racistes.
- La mobilisation sociale constante de la société civile pousse le gouvernement à conserver une approche et une politique fondées sur les droits face à la réaction défavorable de l'élite politique et économique.

CONCLUSION

La Bolivie a fait des pas de géant vers une plus grande inclusion dans le discours public, l'éducation et les droits linguistiques. Le langage international des droits des peuples autochtones a soutenu ces efforts, mais de façon limitée. Lorsque l'expression de tels droits sape de plus vastes objectifs économiques — tels que l'expansion de l'exploration et l'extraction des ressources ou la réorganisation de la propriété des terres —, le gouvernement diminue les attentes tout en poursuivant ses politiques de redistribution. Résoudre les tensions entre la reconnaissance, l'identité et le bien-être de la majorité et l'impérative croissance économique alimentée par les ressources et le secteur agricole toujours contrôlés par des élites historiques demeure un défi constant. Toutefois, le point de départ vers la résolution de ce défi a changé.

AUTEUR DU CAS

Bret Gustafson est professeur agrégé au Département d'anthropologie de l'Université de Washington à Saint-Louis, Missouri, É.-U. Son travail porte sur la politique des peuples autochtones — langue, territoire et droits — dans le vaste contexte des mouvements de décolonisation en Amérique latine.

Remerciements

Le Centre tient à souligner la collaboration de Will Kymlicka de l'Université Queen's et des autres membres du groupe de recherche consultatif international. La série de Cas de changement a été élaborée avec le généreux soutien du Centre de recherches pour le développement international. Pour télécharger la version complète du cas de changement sur la Bolivie, veuillez visiter le pluralisme.ca.

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada.

Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ou de son conseil des gouverneurs.

Cette analyse a été mandatée par le Centre mondial du pluralisme pour engendrer un dialogue mondial sur les moteurs du pluralisme. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur.

Le Centre mondial du pluralisme est une organisation de savoir appliqué qui facilite le dialogue, l'analyse et l'échange sur les fondements des sociétés inclusives dans lesquelles les différences humaines sont respectées. Établi à Ottawa, le Centre est inspiré par l'exemple du pluralisme canadien, lequel démontre ce que les gouvernements et les citoyens peuvent réaliser lorsque la diversité humaine est appréciée et reconnue comme une des bases de la citoyenneté partagée. Visitez-nous au pluralisme.ca.